



Ressources du sous-sol

Encore une polémique sur l'extraction du pétrole au Togo ?

En 2018, en pleine crise politique, l'économiste togolais Thomas Koumou publie l'information selon laquelle le Togo extrait du pétrole en mer. Il s'était basé sur une publication de la banque de France qui aurait fait une erreur ...



PAGE 3

ENTREPRENEURIAT



Climat des affaires

Le nombre d'entreprises créées au Togo en 2020 a connu une hausse

Malgré la crise liée à la pandémie du coronavirus, la création des entreprises a connu une augmentation en 2020. Selon les chiffres communiqués par le Centre de formalités des entreprises (CFE), 12 500 nouvelles entreprises ont été créées en 2020.

PAGE 5

ECONOMIE



Energie

Bientôt une centrale de près de 250 millions FCFA dans le Kloto

Une centrale biogaz sera construite dans la préfecture du Kloto. L'initiative bénéficiera d'un financement de près de 250 millions FCFA du gouvernement québécois, à travers le projet écologique et énergétique. Selon nos confrères de TogoFirst, le financement se fera ...

PAGE 5



Secteur éducatif

Gilbert Bawara de nouveau au cœur de la gestion d'une crise

Comme par le passé, le ministre de la Fonction publique, du Travail et du Dialogue social, Gilbert Bawara, vole de nouveau au secours du secteur de l'éducation en difficulté. Il vient ainsi mettre au service du professeur ...

PAGE 3

DERNIERES HEURES

Lutte contre la Covid-19 au Togo : les conditions d'une vaccination réussie selon le professeur Ihou

Le ministre de l'Enseignement supérieur et de la Recherche, professeur Majesté Ihou Wateba, par ailleurs médecin-chef dans la prise en charge des malades de la Covid-19 dans notre pays, a fait une sortie médiatique des plus attendues lundi dernier. Dans son intervention, on peut retenir que le Togo prend toutes les mesures nécessaires pour une vaccination réussie dans les semaines à venir.

Comme le disait déjà il y a quelques semaines son collègue le professeur Didier Ekouevi, président du Conseil scientifique, les pays comme le nôtre doivent faire très attention dans le choix du vaccin. Actuellement, il y en a plusieurs sur le marché. Des Américains Pfizer et Biontech, Moderna, au Russe Sputnik V en passant par le Britannique AstraZeneca sans oublier le vaccin chinois, les pays sont dans l'embarras de choix.

Mais comme le réaffirme le professeur Ihou, il faudrait tenir compte de la capacité de nos ...

PAGE 3

Sans doute le service de transfert d'argent le moins cher !
Plus d'information dans nos agences

TRANSFERT D'ARGENT RAPIDE ET SÉCURISÉ

BANK OF AFRICA
Groupe BMCE BANK



SOMMAIRE

Côte d'Ivoire / Législatives 2021
Pas d'action unitaire pour l'opposition

P 4

Musique / Sitara Klody
La chanteuse donne rendez-vous au «Succès»

P 5

Catastrophes climatiques
Le rapport de l'ONG German Watch qui fait froid dans le dos

P 9

Promotion des bénéficiaires des produits FNFI

Les témoignages de Patrick Mokli, promoteur de l'entreprise PAT-KINGDOM

Dans ce nouveau numéro de votre rubrique *Echos des bénéficiaires des produits FNFI*, Togo Matin partage avec vous les témoignages de Patrick Mokli, promoteur de l'entreprise PAT-KINGDOM qui a obtenu le *Crédit de Relance du FNFI* pour passer à échelle ses activités durement frappées par la crise sanitaire au Covid 19. Reportage...



Patrick Mokli

Le Fonds de relance mis en route par le Gouvernement en août 2020 pour redynamiser les activités des PME impactées par la crise au Covid 19 enregistre ses premiers bénéficiaires. Au nombre des entreprises bénéficiaires, l'entreprise PAT-KINGDOM qui a obtenu un financement de six

millions cinq cent mille (6 500 000 FCFA) censé lui permettre de relancer son entreprise spécialisée dans le commerce général.

" Le financement que je viens d'obtenir grâce au FNFI par l'intermédiaire de Orabank Togo va me permettre de redynamiser mon entreprise fortement

impactée par le Covid 19. Nos activités en tant que jeunes entrepreneurs ont connu un grand ralentissement depuis la survenue de la crise sanitaire et le financement que je viens d'obtenir va me permettre de me remettre en ordre de bataille afin de tirer mon épingle du

jeu", estime Patrick MOKLI, promoteur de l'entreprise.

"Installée dans le quartier Djodjolé à Lomé, mon entreprise avant le Covid 19 était essentiellement focalisée dans la distribution des produits locaux aux entreprises, notamment le riz local, les sardines, les huiles tournesols, les tomates, les farines enrichies... Mais depuis l'avènement du Covid, notre entreprise fait face à un retard de paiement de la part de nos clients habituels. Cette situation a fragilisé notre possibilité de commande de nouvelles marchandises et le lancement de ce nouveau produit du FNFI est arrivé à point nommé pour nous donner un effet de levier. Le financement que nous avons obtenu nous a permis de proposer un kit alimentaire innovant pour les fêtes de fin d'année, kit composé de tubercules d'ignames, de volailles, de boissons, de pagnes... bref tout ce qu'il a fallu pour permettre à nos fidèles clients de passer d'agréables fêtes de fin d'année", poursuit le promoteur visiblement soulagé.

En rappel, c'est depuis le 23 août 2020 que le FNFI et

Orabank-Togo ont signé une convention de partenariat pour la mise à disposition des Micros Entreprises, Très Petites Entreprises et AGR d'un fonds de microcrédits à un taux d'intérêt bonifié.

Peuvent être bénéficiaires de ce produit, les micros et petites entreprises (MPE) et les activités génératrices de revenus (AGR) intervenant dans les secteurs productifs notamment l'agriculture, l'élevage, la pêche, l'artisanat, le commerce. Les entreprises éligibles doivent justifier d'un chiffre d'affaire annuel inférieur ou égal à vingt millions (20 000 000) de F CFA, déclaré dans la liasse fiscale (OTR). Le montant du crédit est lui de 10. 000 000 FCFA maximum, soit 50% du chiffre d'affaire. Notons enfin que débuté depuis 2014 avec exclusivement les Institutions de Microfinance, le FNFI a ouvert la voie depuis janvier 2020 aux établissements bancaires, notamment Orabank-Togo avec qui le produit Nkodédé d'un montant de 5 000 000 FCFA est également mis à la disposition des bénéficiaires FNFI en fin de cycle des produits.

KD

Ceci est un programme du Secrétariat d'Etat chargé de l'inclusion financière et du secteur informel



tm
TOGOMATIN

Récépissé N° 0522/31/03/15/HAAC
Edité par DIRECT MEDIA RCCM
N° TG_LOM 2015 B 1045
BP : 30117 Lomé - Togo
Tél : (+228) 22 25 02 23 /
90 15 39 77 / 97 87 12 42
Facebook: togomatin
E-mail : atogomatin@gmail.com
Site web: www.togomatin.tg
Tw: @togomatin1
Mson de la Presse: Casier N° 53
Siège
Cacavéli: 04, Rue Satelit, 3e Mson avant Groupe Cafper

Directeur de publication :
Motchosso Kodolakina

Secrétaire de rédaction :
Rachidou Zakari

Responsable web:
Carlos Amevor

Comité de rédaction:
Françoise Dasilva
Alexandre Wémima
Edem Dadzie

Félix Tagba

Edodji Nadia

Attipoe Edem Kodjo

Responsable administrative:
Gloria Léma Yaglia

Service commercial:
DIRECT AGENCE
Tél:(+228) 70 00 47 73 / 97 73 00 00

Graphiste:
Eros Dagoudi

Imprimerie: Direct Print

Distribution : TogoMatin
Tirage : (2000 exemplaires)

DERNIERES HEURES

... pays à conserver le vaccin. La chaîne de froid est un élément très important pour ces vaccins dont certains doivent être conservés à de très basses températures. La première condition d'ailleurs dans le choix du vaccin porte sur son innocuité. Comme le déclare le professeur lhou à la suite de ses collègues, le président de

la République ne pourra pas accepter un produit qui comporte de risques pour la population. Malgré le caractère rassurant de ses propos, les craintes demeurent au sein de la population et les spéculations vont bon train.

Il faut noter que les peurs d'une vaccination contre le coronavirus à des fins obscures circulent depuis

le début de cette crise, avant même l'élaboration des vaccins. Comment peut-on expliquer cette situation alors que les vaccinations ne sont pas une pratique nouvelle dans nos pays ? D'ailleurs, durant cette crise, le Togo a connu une campagne de vaccination contre la poliomyélite. Qu'est-ce qui cloche alors ?

Toujours pour rassurer la

population, le professeur lhou assure que le Togo évaluera l'efficacité des vaccins avant de faire un choix. Comme le font actuellement le ministère en charge de la Santé, la coordination en charge de la riposte, le Conseil scientifique et tous les acteurs impliqués dans la lutte contre le coronavirus, la communication et la sensibilisation doivent

s'intensifier.

Actuellement, le défi est de lutter contre les fausses informations distillées par les manipulateurs de conscience, mais aussi et surtout continuer à rassurer la population à chaque étape de ce processus en faisant preuve de transparence.

Dadzie

Secteur éducatif

Gilbert Bawara de nouveau au cœur de la gestion d'une crise

Comme par le passé, le ministre de la Fonction publique, du Travail et du Dialogue social, Gilbert Bawara, vole de nouveau au secours du secteur de l'éducation en difficulté. Il vient ainsi mettre au service du professeur Dodzi Komla Kokoroko qui est lui aussi un grand gestionnaire de crise, toute son expertise acquise pendant de nombreuses années.

Le professeur Dodzi Komla Kokoroko a fait ses preuves à l'université de Lomé. Alors que le temple du savoir vivait des crises chaque année à cause des revendications des étudiants, l'on assiste plutôt à une accalmie depuis quelques années. Le professeur Kokoroko a su répondre à bon nombre d'attentes des acteurs de l'université et a réussi à instaurer la discipline et l'ordre. Ce sont sans doute ces raisons qui ont milité en faveur de sa nomination à la tête du ministère en charge de l'Éducation.

Le chef de l'État attend certainement qu'il mette ses qualités au service de ce secteur qui connaît des crises répétitives. Avec un peu de chance, il

réussira le même exploit qu'à l'université de Lomé, dont il demeure d'ailleurs le président. Toutefois, quelles que soient les capacités dont il est doté, le ministre des Enseignements primaire, secondaire, technique et de l'Artisanat, aura toujours besoin d'appui. Et ce ne sont pas les savoir-faire du ministre Gilbert Bawara qui lui feront défaut. En effet, dans le bras de fer qui l'oppose au Syndicat des enseignants du Togo (SET), le professeur Dodzi Kokoroko peut compter sur les compétences de ce collaborateur de longue date du chef de l'État Faure Gnassingbé.

Pour rappel, Gilbert Bawara est arrivé au sommet de l'État aux premières heures de la gouvernance du président



Gilbert Bawara

Faure Gnassingbé. Il a été au cœur des plus grands combats des dix dernières années : crises dans l'éducation avec la Synergie des travailleurs du Togo (STT), la Coordination du syndicat des travailleurs du Togo (Cset), dans le secteur de la santé avec le Syndicat des praticiens hospitaliers du Togo (Synphot)...

Gilbert Bawara a également participé à la résolution de la crise politique née après l'élection présidentielle de 2010 avec les manifestations

hebdomadaires de l'Alliance nationale pour le changement (ANC) de Jean-Pierre Fabre appuyées par le Front républicain pour l'alternance et le changement (Frac), la crise issue des manifestations du Collectif sauvons le Togo (CST), celle engendrée par le Combat pour l'alternance politique en 2015 (Cap 2015).

À tout cela, il faut ajouter la grave crise politique du 19 août 2017. Gilbert Bawara est devenu l'homme à débloquent

les situations complexes au sein du gouvernement. Sa longévité au sommet de l'État est révélatrice. Du ministère des Affaires étrangères, de la Coopération et du Nepad, au ministère de la Fonction publique, du Travail et de la Réforme administrative en passant par le ministère de l'Administration territoriale, et entre-temps comme conseiller spécial du chef de l'État, le parcours est assez édifiant.

La discrétion de l'homme fait de ses sorties des réussites. Il est vrai que le poste qu'il occupe actuellement l'oblige à intervenir dans les affaires impliquant les agents de l'État, dont ceux du secteur éducatif. Mais, fondamentalement, le ministre Gilbert Bawara, en gestionnaire de crise expérimenté, est un soutien de taille pour le ministre professeur Kokoroko en ce moment précis.

Edem Dadzie

Ressources du sous-sol

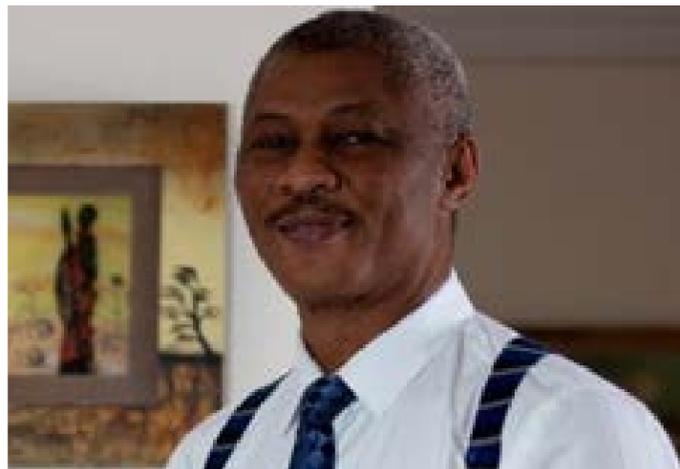
Encore une polémique sur l'extraction du pétrole au Togo ?

En 2018, en pleine crise politique, l'économiste togolais Thomas Koumou publie l'information selon laquelle le Togo extrait du pétrole en mer. Il s'était basé sur une publication de la banque de France qui aurait fait une erreur. L'information a été ensuite démentie par les autorités en charge du secteur. L'économiste avait présenté ses excuses à l'époque. Mais en ce début d'année 2021, le débat revient au-devant de la scène suite à une sortie du ministre des Affaires étrangères du Togo, le professeur Robert Dussey sur une chaîne de télévision israélienne.

Beaucoup de Togolais sont convaincus que le Togo extrait le pétrole dont la présence dans son sous-sol est confirmée par les autorités. Ils pensent qu'on leur cache l'existence de la manne pétrolière et qu'un groupe de personnes en profitent. Mais, est-ce possible ? les techniciens du ministère des Mines et des Energies avaient expliqué en 2018, que la profondeur du gisement rendait son

exploration difficile et chère.

Le Togo serait donc à la recherche de sociétés pétrolières capables d'investir dans la poursuite de l'exploration et éventuellement de l'extraction. Il faut préciser que les organisations écologistes n'en voient pas l'intérêt. Le pétrole est en effet une énergie polluante et son exploitation détruit la biodiversité marine et



Nathanaël Olympio

côtière. La proposition que l'on fait aujourd'hui est son abandon.

Pour revenir à l'intervention du ministre Dussey sur la chaîne israélienne i24 News, le pétrole aurait été présenté comme première ressource du sous-sol

exploité par le Togo devant le phosphate. Et il semble que le professeur Robert Dussey aurait gardé le silence lorsque le journaliste a voulu aborder la question. Beaucoup concluent que c'est un silence révélateur. « Qui ne dit rien consent »,

affirment certains.

Comme d'habitude, la récupération politique n'est jamais loin. Nathanaël Olympio, le président du Parti des Togolais dans une sortie médiatique et sur son compte twitter affirme que l'extraction du pétrole dans les eaux togolaises est une réalité, et interpelle le gouvernement.

Il faut ajouter qu'en 2018, le ministère en charge du secteur avait expliqué que si le pétrole est souvent évoqué comme une ressource exploitée par le Togo, c'est à cause du pétrole en transit et qui est raffiné sur le territoire avant son convoiement vers d'autres destinations.

E. Dadzie

Côte d'Ivoire / Législatives 2021

Pas d'action unitaire pour l'opposition

C'est désormais une réalité. Plus de tergiversations entre les partis politiques de l'opposition ivoirienne qui s'étaient pourtant entendus sur une stratégie unique pour refuser au président sortant un nouveau mandat. Après des dissensions profondes sur la méthode à adopter, la coalition se disloque pour les prochaines législatives. Face au refus des partis de Guillaume Soro et de Charles Blé Goudé de participer à ces législatives, les grands partis comme le PDCI et le FPI de Laurent Gbagbo envahissent les sièges, disputant parfois le même siège dans certaines circonscriptions électorales.

Normal, les enjeux sont autant plus importants qu'ils ne l'étaient à la présidentielle du 31 octobre 2020 passé. Du côté du parti au pouvoir RHDP, on ne prend pas ce scrutin à la légère. Pour preuve, c'est la cavalerie lourde qui a été mise en branle pour l'occasion : Hamed Bakayoko, Premier ministre et candidat à Séguéla dans le nord-ouest du pays, le ministre des Affaires

étrangères, Ally Coulibaly, dans le centre nord ; la ministre de l'Éducation, Kandia Camara, à Abobo, ou encore le ministre de l'Agriculture, Kobenan Kouassi Adjoumani ; celui de la Santé, Eugène Aka Aouélé ; de la Culture, Raymonde Goudou Koffi, ou du Plan, Niale Kaba, dans leurs fiefs respectifs. Bref, pas moins d'une trentaine de ministres vont descendre dans les arènes

en mars prochain pour défendre leur popularité certaine, dans la foulée de la réélection de leur champion Alassane Ouattara en octobre 2020 dernier.

Du côté de l'opposition, ou du moins, de ce qu'il en reste, après le départ du GPS de Guillaume Soro et le Cojep de Charles Blé Goudé, le PDCI et EDS, la coalition formée autour du FPI pro Gbagbo, vont défendre leur fief et certaines circonscriptions électorales.

C'est le cas par exemple de Marcory, où le maire Aby Raoul portera les couleurs PDCI et aura face à lui un proche de Laurent Gbagbo, en la personne de Damana Pickass, exilé au



L'opposition ivoirienne

Ghana depuis 10 ans. Même scénario à Port Bouet où le maire PDCI Sylvestre Emmou est en lice contre un candidat aligné par l'allié EDS, Justin Koné Katinan, un autre exilé proche de l'ancien président Gbagbo. Jean-Louis Billon est candidat dans le Hambol, à Dabakala, ville dont il a longtemps été maire. Toujours en convalescence en France, Maurice Kakou Guikahué, le numéro 2 du PDCI défendra son fauteuil

de député à Gagnoa sous-préfecture, notamment face à Marie Odette Lorougnon, chargée des femmes au sein du FPI Gbagbo. En gros, l'on se demande si ces législatives ne prendront pas plutôt une tournure de défiance entre partis politiques d'opposition face à une machine RHDP sereine et presque assurée de se procurer une majorité confortable à ces législatives prochaines.

Alexandre Wémima

Etats-Unis

Les démocrates amorcent le procès en destitution de Donald Trump

C'est ce mardi 26 janvier, dans la matinée, que les sénateurs américains prêtent serment pour être jurés dans le procès de Donald Trump. C'est la première fois dans l'Histoire des États-Unis qu'un président fait face à deux reprises à cette procédure de destitution. Les procureurs démocrates de la Chambre des représentants ont transmis, lundi soir, l'acte d'accusation au Sénat, et ainsi donné le coup d'envoi formel du procès.



Donald Trump, ancien président des USA

C'est un rituel très solennel qui ne s'est produit qu'à quatre reprises dans l'Histoire américaine : les élus de la Chambre, qui seront les procureurs pendant le procès, ont traversé le Capitole pour se rendre au Sénat. Ils ont emprunté les couloirs qui, il y a moins de trois semaines, étaient envahis par les partisans de Donald Trump, pour se rendre dans l'hémicycle de la Chambre haute. C'est là que l'acte d'accusation a été lu par Jamie Raskin, le représentant qui présidera l'équipe de neuf procureurs démocrates.

Donald Trump est accusé d'avoir incité à l'insurrection. Son discours, tenu juste avant l'invasion du Capitole, est cité dans l'acte d'accusation, mais aussi le coup de téléphone qu'il a passé au secrétaire d'État de Géorgie pour lui demander de trouver des votes en sa faveur. Et ce, alors que le résultat était déjà certifié dans cet État où Joe Biden l'a emporté lors de la présidentielle de novembre.

Le procès en lui-même ne débutera que le 9 février. Ce délai a été négocié pour permettre à Donald Trump de préparer sa défense. Mais il arrange aussi les démocrates : plusieurs membres du cabinet de Joe Biden doivent encore être confirmés par le Sénat. Le procès se déroulera sous haute surveillance. Plusieurs élus ont reçu des menaces de mort, et le FBI prévient que des manifestations de partisans de Donald Trump sont toujours possibles dans les prochaines semaines. Des milliers de membres de la Garde nationale vont rester à Washington jusqu'à la mi-mars.

Rfi.fr

Bénin / Présidentielle 2021

Présageant la décision de la Cena sur sa candidature, Sébastien Ajavon saisit l'ONU

Il avait laissé un faisceau d'indices sur sa page Facebook en décembre dernier sur sa volonté de se présenter à la prochaine présidentielle de 2021. Cette volonté se précise avec la saisine du Comité des droits de l'Homme du Haut-Commissariat des Nations unies sur ses condamnations par le Criet au Bénin. L'ancien allié au président Talon passé dans l'opposition et condamné pour trafic de drogue ne veut pas attendre la décision de la Commission électorale béninoise sur sa candidature.

Exilé en France bien avant sa condamnation par la Cour de répression des infractions économiques et terroristes (Criet) de son pays en octobre 2018, l'opposant Sébastien Ajavon veut tenter une autre procédure à un niveau plus élevé que la Cour africaine des droits de l'homme et des peuples (CADHP) dont la décision de suspendre le jugement du Criet n'avait pas été suivie.

En effet, « le roi du poulet » au Bénin s'est tourné vers le Comité des droits de l'Homme du Haut-Commissariat des Nations unies, estimant avoir été injustement privé de ses droits civiques à la veille du scrutin présidentiel du 11 avril 2021.

Il réclame la levée de sa condamnation par la Cour de répression de l'enrichissement illicite et du terrorisme (Criet) et la suspension des procédures judiciaires lancées contre lui par la justice



Sébastien Ajavon

béninoise. Il ne voudrait pas attendre la décision de la Commission électorale sur sa possible candidature à la présidentielle d'avril 2021 prochain au Bénin. Présageant déjà de la réponse de l'institution chargée des élections au Bénin, et se référant au code électoral qui exclut tout candidat condamné à une peine élevée, l'opposant béninois a pris ses responsabilités. Pour rappel, il avait été

condamné par contumace en octobre 2018 à 20 ans de prison pour le Criet pour « trafic de drogue » alors que la justice avait relaxé le prévenu au bénéfice du doute.

S'étant tourné vers la Cour africaine des droits de l'homme et des peuples (CADHP), il avait obtenu de la Cour d'Arusha, la suspension du jugement du Criet, sans que celle-ci ne soit suivie d'exécution.

T.M.

Blanchiment de capitaux et financement du terrorisme

Des experts évaluent le dispositif mis en place par le Togo

Une rencontre pour l'évaluation du dispositif de Lutte contre le blanchiment de capitaux et le financement du terrorisme du Togo a été ouverte à Lomé le lundi 25 janvier dernier. Des experts venus d'autres pays procèdent à l'évaluation mutuelle du dispositif national de lutte contre le blanchiment de capitaux et le financement du terrorisme.

Le Togo a mis en place plusieurs dispositifs pour lutter contre le blanchiment de capitaux et le financement du terrorisme. Le pays a par exemple promulgué le 4 mai 2018, la loi uniforme N° 2018-004 relative à la lutte contre le blanchiment de capitaux et le financement du terrorisme dans les Etats membres de l'Union monétaire ouest africaine (Umoa), avec l'adoption de ses décrets d'application le 03 août 2018. Le Togo a également mené une évaluation nationale des risques de blanchiment de capitaux et du financement du terrorisme. Un plan d'action est également mis

en œuvre à cet effet. « Dans son Plan national de développement (PND 2018-2022), il est prévu le renforcement des actions de lutte contre la fraude, la corruption et le blanchiment des capitaux, en mettant un accent particulier sur les stratégies de lutte en vue d'enrayer ces fléaux qui handicapent le développement socioéconomique du pays », a déclaré Kossi Tofio, le représentant du ministre de l'Economie et des Finances du Togo, à la rencontre du 25 janvier dernier à Lomé. Il a également précisé que le pays a élaboré une stratégie nationale de Lutte contre le blanchiment de capitaux

et le Financement du terrorisme (LBC/FT), ainsi qu'une stratégie nationale de lutte contre la corruption et les infractions assimilées. Au cours de cette visite d'évaluation, les experts évaluateurs échangeront avec les acteurs des secteurs publics et privés intervenant dans la lutte contre le blanchiment de capitaux et le financement du terrorisme au Togo. Le niveau d'efficacité et de conformité aux normes du Groupe d'action financière (Gafi), du dispositif juridique et institutionnel de LBC/FT mis en place par le Togo sera apprécié et des recommandations seront formulées pour pallier les



La table d'honneur au lancement de l'évaluation

insuffisances. « Je voudrais attirer l'attention de tous les acteurs nationaux impliqués dans le processus d'évaluation mutuelle, qu'il leur revient de fournir toutes les informations nécessaires et pertinentes pour démontrer la conformité et l'efficacité du dispositif de LBC/FT », a souligné le directeur général du Groupe intergouvernemental d'action contre le

blanchiment d'argent en Afrique de l'ouest (Giaba), Kimelabalou Aba.

Le Togo est le 11e Etat membre du Giaba qui sera évalué. Les pays comme le Ghana, le Sénégal, Cabo Verde, le Burkina Faso, le Bénin, le Mali, la Sierra Léone, le Nigéria et le Niger sont déjà évalués. L'évaluation de la Guinée-Bissau est en cours.

Félix Tagba

Climat des affaires

Le nombre d'entreprises créées au Togo en 2020 a connu une hausse

Malgré la crise liée à la pandémie du coronavirus, la création des entreprises a connu une augmentation en 2020. Selon les chiffres communiqués par le Centre de formalités des entreprises (CFE), 12 500 nouvelles entreprises ont été créées en 2020.

Le nombre d'entreprises créées l'année dernière est en hausse, comparativement à 2019. 12 500 nouvelles entreprises ont été créées en 2020, soit 1078 entités de plus que 2019. Beaucoup d'étrangers ont également créé des entreprises au Togo durant cette période. Sur les entreprises créées en 2020, 2831 appartiennent aux étrangers, soit une hausse de 22,71 %. On constate

aussi une augmentation des Sociétés à responsabilité limitée (SARL). Selon les chiffres du CFE, les SARL créées courant 2020 sont en hausse de 4%. Cette hausse des entreprises créées en 2020, malgré la pandémie du coronavirus, peut s'expliquer par l'allègement des procédures de création d'entreprises au Togo pour faciliter la vie aux opérateurs économiques

et améliorer le climat des affaires. En effet, beaucoup d'initiatives sont mises en place par le gouvernement togolais pour atteindre cet objectif. Comme exemple, les formalités de création des entreprises ont été considérablement réduites. La création d'entreprise au Togo se fait désormais en moins de 7 heures. On peut facilement créer son entreprise en ligne, ce



qui permet de réduire la lourdeur administrative et de permettre aux opérateurs d'aller plus vite.

Le processus de création peut se faire via mobile money et Ecobank.

F.T.

Energie

Bientôt une centrale de près de 250 millions FCFA dans le Kloto

Une centrale biogaz sera construite dans la préfecture du Kloto. L'initiative bénéficiera d'un financement de près de 250 millions FCFA du gouvernement québécois, à travers le projet écologique et énergétique. Selon nos confrères de TogoFirst, le financement se fera à travers une subvention accordée à l'entreprise canadienne Biothermica Technologies, spécialisée dans la valorisation de la biomasse et des biogaz.

Il s'agira à travers ce projet de mettre en place un système de collecte de déchets et d'aménager un site d'enfouissement technique permettant de récupérer le biogaz. Le projet permettra de mettre en place une centrale électrique alimentée par ce gaz et l'énergie solaire.

coopération climatique internationale (PCCI). Le projet permettra de valoriser les déchets et de lutter contre le changement climatique. Une réduction de plus de 260 000 tonnes de CO2 à l'horizon 2030 est attendue.

« Nous saluons l'appui financier que le gouvernement du Québec apporte à Biothermica dans la lutte contre les



Exemple de maquette d'une usine de biogaz

changements climatiques grâce à son Programme de coopération climatique internationale, qui fut l'un des lauréats des Prix de l'action climatique mondiale décernés par l'Organisation des Nations unies en 2019.

Notre partenariat avec l'ONG Bioénergie Togo, constitué par Terre des jeunes transnational (TDJT), ainsi que la mise à la disposition d'un terrain par la préfecture de Kloto, sont des gages de succès pour le projet »

a indiqué le président de Biothermica Guy Drouin. Pour lui l'initiative est en « harmonie avec les politiques énergétiques et environnementales du gouvernement togolais, qui favorisent la collecte des déchets et leur valorisation, le développement durable, la protection de la santé publique et les énergies renouvelables dans le cadre de ses engagements vis-à-vis de l'accord de Paris, tout en permettant des réductions concrètes de GES à un prix à la tonne largement inférieur à ce qu'il est possible de faire dans nos pays développés ».

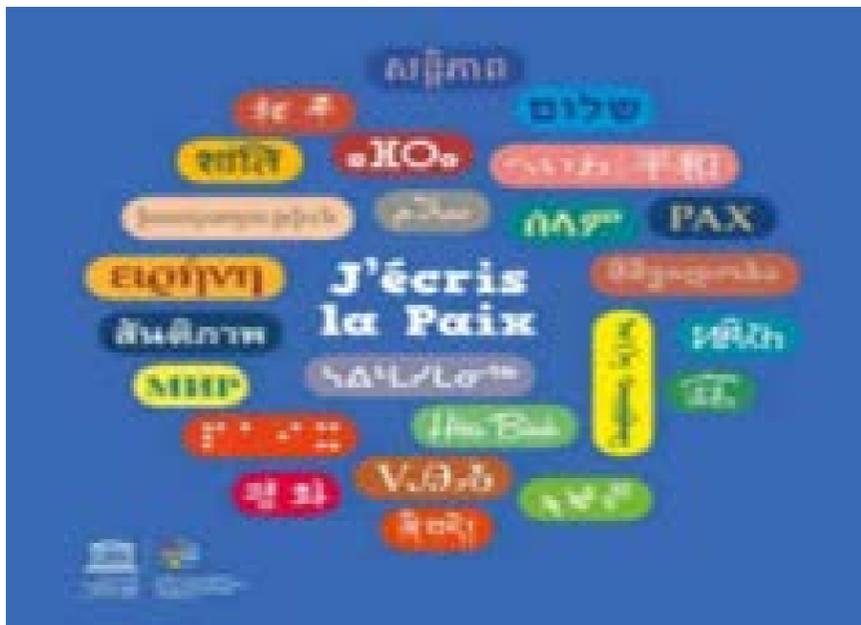
Félix T.

Vivre-ensemble au Togo

La paix, cette responsabilité citoyenne pour un Togo durable

La paix est plus que jamais un comportement citoyen que tout Togolais doit adopter. Ceci pour exprimer le désir profond de vivre et d'agir ensemble, unis dans la différence et dans la diversité, en vue de bâtir un monde viable reposant sur la paix, la solidarité et l'harmonie. Mobiliser régulièrement les efforts de la communauté internationale en faveur de la paix, de la tolérance, de l'inclusion, de la compréhension et de la solidarité. Les États ont la mission à continuer d'agir en faveur de la réconciliation afin de contribuer à la paix et au développement durable, notamment en collaborant avec les communautés, les chefs religieux et d'autres parties prenantes, en prenant des mesures de réconciliation et de solidarité et en incitant les êtres humains à la responsabilité.

Culture de la paix : unis dans la différence et dans la diversité



Vivre ensemble en paix, c'est accepter les différences, être à l'écoute, faire preuve d'estime, de respect et de reconnaissance envers autrui et vivre dans un esprit de paix et d'harmonie. Après la seconde guerre mondiale, l'Organisation des Nations unies a été créée avec des objectifs et des principes qui visent surtout à préserver les générations futures du fléau de la guerre. L'un de ces objectifs est de parvenir à une coopération internationale pour résoudre les problèmes internationaux d'ordre économique, social, culturel ou humanitaire et promouvoir et encourager le respect des droits de l'Homme et des libertés fondamentales pour tous sans distinction de race, de

sexe, de langue ou de religion. C'est dans cet esprit que de nombreuses autres résolutions ont été adoptées au titre du point de l'ordre du jour intitulé « Culture de paix », telles que: la résolution 52/15 du 20 novembre 1997, dans laquelle elle a proclamé l'an 2000 Année internationale de la culture de la paix; la résolution 53/25 du 10 novembre 1998, dans laquelle elle a proclamé la période 2001-2010 Décennie internationale de la promotion d'une culture de la paix et de la non-violence au profit des enfants du monde; la résolution 71/252 du 23 décembre 2016, sur la suite donnée à la Déclaration et au programme d'action en faveur d'une culture de paix.

Togo: Forum Pacific fait la part belle au vivre-ensemble

Bientôt la cinquième édition du Forum Pacific. La 4ème édition du Forum Pacific s'est tenue le 02 mars 2019, à Lomé sur le thème : «

Le vivre-ensemble en communauté plurielle : complémentarités et responsabilités ». Organisée par l'association Pacific, cette



Fresques murales en mosaïques de paix à Lomé (Photo Cyriaque Noussouglo)

initiative promeut les valeurs du vivre-ensemble et de la cohésion sociale. « La communauté togolaise est en harmonie avec d'autres communautés vivant au Togo. Elles vivent leur culture, leur culte, leur économie dans une parfaite harmonie. C'est pour conscientiser et sensibiliser davantage sur ce vivre-ensemble que nous organisons ce forum », a expliqué El Hadj Kouko Moitapari, président de l'association Pacific. « Aucune communauté, aucun peuple ne peut vivre en autarcie et penser se développer seul; il faut la contribution des uns et des autres pour le développement de la communauté », a-t-il ajouté. Cette 4è édition a connu la participation et la contribution de diplomates

accrédités au Togo, d'islamologues et d'universitaires. Au menu, deux panels. Le premier est intitulé "La contribution des communautés étrangères dans les pays hôtes". Le second panel a porté sur les valeurs religieuses relatives au vivre-ensemble. L'association Pacific édite un magazine qui entend contribuer à promouvoir les valeurs du vivre-ensemble. Ce magazine compte déjà 12 parutions. En perspective, il est prévu l'organisation du forum à l'intérieur du Togo «pour amener les populations à s'aimer, à s'accepter, à vivre ensemble dans l'harmonie et la paix», a précisé le président de Pacific. L'association est également présente en France. Source: Manantiontogo

Promotion du vivre-ensemble en milieu scolaire

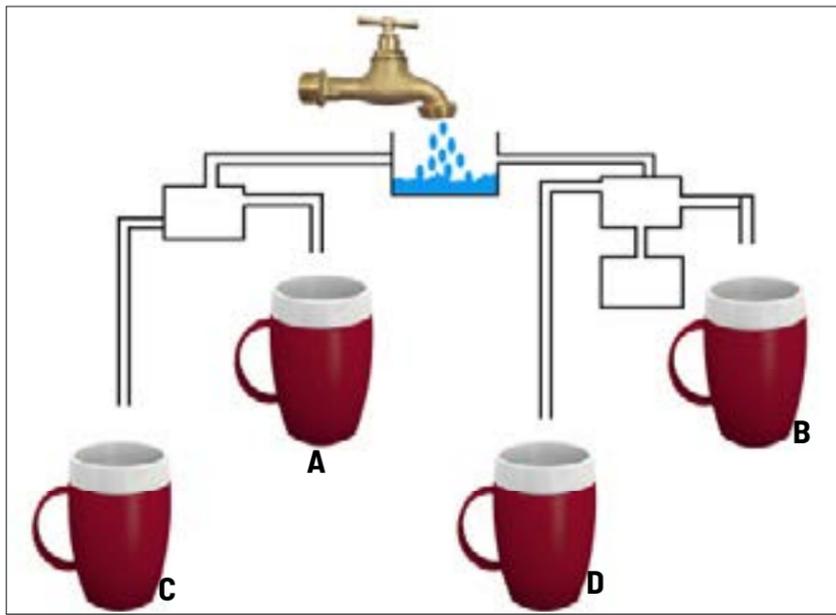


Comment vivre avec l'autre? C'est autour de cette problématique que Café Philo a mobilisé le monde scolaire au Togo. Portée par l'association togolaise Réseau Pacem in Africa (RPA), cette initiative chaleureusement accueillie dans les lycées du programme français et togolais, non seulement s'inscrit dans une démarche de démythification de la philosophie, une matière

longtemps considérée comme réservée aux seuls initiés, mais aussi et surtout inculque en l'enfant les valeurs démocratiques et de citoyenneté. Présupposant que la conflictualité est consubstantielle aux relations humaines, il convient de définir le paradigme qui sert de « grammaire morale » du lien social. Tel est l'esprit qui soutient cette initiative. Le rejet de l'autre, l'enfermement sur soi, le

Enigme

Laquelle des tasses (A, B, C et D) va remplir en premier?



Bon à savoir: Le cri des animaux

L'abeille - bourdonne
 L'agneau - bêle
 L'aigle - glapit, trompette
 L'alouette - grisolle, tirelire
 L'âne - braie
 La bécasse - croule
 La belette - belotte
 Le bélier - blatère
 La biche - brame, rait, rée
 Le boeuf - beugle, meugle, mugit
 Le bouc - béguète, chevrote
 La brebis - bêle
 Le buffle - beugle, mugit, souffle
 Le butor - bouffe
 La caille - carabe, caquète, carcaille
 Le canard - cancan ou nasille
 Le cerf - brame, rait, ralle ou rée
 Le chacal - aboie, jappe, raule
 Le chameau - blatère
 Le chat - miaule, ronronne
 Le cheval - s'ébroue, hennit

La chèvre - béguète, bêle, chevrote
 Le chevreuil - brame, rait, rée
 Le chien - aboie, claboude
 La chouette - chuinte, hue, hulule
 La cigale - chante, craquète, stridule
 La cigogne - claquète, craque, glottore
 Le cochon - grogne, grouine
 La colombe - roucoule, émit
 Le coq - chante, coquerique
 Le corbeau - croasse, graille
 La corneille - babille, craille, criaille
 Le coucou - coucoule
 Le courlis - siffle
 Le crapaud - coasse
 Le crocodile - lamente, pleure; vagit
 Le cygne - siffle, trompète
 Le daim - brame, rait, rée, râle
 Le dindon - glougloute
 L'éléphant - barète, barrit

Photo du jour



Commentez la photo ci-dessus

Quelques ambassades et consulats

- Ambassade des Etats-Unis; Tél: 22 61 54 70
- Ambassade d'Allemagne; Tél: 22 23 32 32
- Ambassade de France; Tél: 22 23 46 40
- Ghana Embassy; Tél: 22 21 31 94
- Ambassade d'Egypte; Tél: 22 21 24 43
- Ambassade du Niger; Tél: 22 21 60 25
- Ambassade de Chine; Tél: 22 22 38 56
- Union Européenne; Tél: 22 53 60 00
- Consulat de Belgique; Tél: 22 21 03 23
- Consulat de France; Tél: 22 23 46 40
- Consulat de Suisse; Tél: 22 20 50 60
- Consulat de Canada; Tél: 22 51 87 30
- Ambassade du Nigéria; Tél: 22 21 60 25
- Ambassade du Gabon; Tél: 22 26 75 63
- Ambassade du Brésil; Tél: 22 61 56 58
- Consulat de Sénégal; Tél: 22 22 98 35
- Consulat du Burkina Faso. Tel: 22 26 66 00
- Consulat du Niger; Tél: 22 22 43 31
- Consulat du Bénin; Tél: 22 20 98 80
- Ordre de Malte; Tél: 22 21 58 11
- RDC; Tél: 90 08 38 53

PHARMACIES DE GARDE (LOME) du 25 / 1 / au 01 / 2 / 2021

ETOILES	AV. N. MARCHÉ	22 21 88 47
SANTE	PRÉS DE NOPATO	70 44 91 37
KPEHENOU	BD H. - BOIGNY	22 21 32 24
ECLAIR	BÉ AHLIGO	96 80 09 06
ESPERANCE	AV F.J. STRAUSS	22 21 01 28
HOPITAL	FACE CHU-TOKOIN	22 20 08 08
GBOSSIME	GBOSSIMÉ	22 22 50 50
AMITIE	SOTED	22 21 74 47 70 25 02 57
ST PAUL	BD. JEAN PAUL IL	22 61 85 08
LE JOURDAIN	TOKOIN WUITI	22 61 56 14
HEDZRAWANE	HEDZRAWANE	22 26 49 64
KOUESSAN	KÉGUÉ	96 80 10 01 90 50 48 12
KLOKPE	TOGO 2000	96 80 10 03 90 53 60 52
J-MIMSHAK	HOUNTIGOMÉ	22 60 30 50
MAWULE	BÉ-KPOTA	70 45 91 86
MAELYS	BÉ KPOTA	70 44 86 79
CITE	BD. DU 30 AOUT	22 25 01 25
BESDA	ADIDOGOMÉ-AMÉNOPE	70 42 68 25
CONSEIL	CEG SAGBADO LOGOTÉ	93 10 92 92
EPIPHANIA	RUE DE LA PAMPA	96 80 10 04
POINT E	DJLDJOLÉ	90 37 45 96
VERTE	KLIKAMÉ	22 25 03 26 91 98 50 17
DELALI	CACAVÉLI	96 32 97 54
NATION	TOTSI	22 25 99 65 96 80 09 47
LAUS DEO	RTE DE LLÉO 2000	93 00 65 75
VITAFLORE	AGOÉ VAKPOSSITO	70 40 22 86
MAINA	AVÉDJIA	96 80 10 15
EL-SHAMMAH	AMADAHOMÉ	70 43 25 85
NABINE	SISE A AGOÉ ANOMÉ	98 97 97 96
M'BA	AGOÉ-LÉGBASSITO	70 27 81 81
ADONAI	AGOÉ-NYIVÉ	22 50 04 05
TAKOE	CAP ESSO DE ZONGO	96 80 09 77
ZONGO	TOGBLÉKOPÉ	99 99 22 39
EMMAUS	ROUTE MISSION TOVÉ	96 80 09 12
ABRAHAM	AGOÉ-LOGOPÉ	92 25 99 83
DENIS	AGOÉ KOVÉ	70 12 35 85
AMEN	MARCHÉ ADÉTIKOPÉ	197 18 02 02
ZOSSIME	ZOSSIMÉ	70 46 26 64
ST PHILIPPE	SANGUÉRA,	99 99 80 04
LA FLAMME D'AMOUR	AGODÉKÉ D	70 45 7014
LE DESTIN	BAGUIDA	70 41 15 41

Les bons plans et les bonnes adresses

COURRIER EXPRESS

DHL (Qtier Nyékonakpoé, 15 78 ; Bd du 13 Janvier, Galerie Tountouli)Tél: 22 21 68 51
 EMS TOGO (Tél: 22 26 70 51)
 FEDEX (276; Bd du 13 Janvier, immeuble FIATA; 1e étage) Tél: 22 21 24 96
 TOP CHRONO (Assiganto; Av Sylvanus Olympio) Tél: 22 21 73 68
 SDV EXPRESS (Rue du commerce) Tél: 22 22 41 26

OPERATEURS TELEPHONIQUES

MOOV :Tél. 22 20 13 20
 TOGO CELLULAIRE : Tél. 22 22 66 11
 TOGO TELECOM : Tél. 22 21 47 14

SANTÉ GENERALISTES

DR CORINNE JOULIN-KARKA ; Tél: 22 23 46 77
 CLINIQUE BIASA; Tél: 22 21 11 37
 CLINIQUE SAINT-RAPHAËL; Tél: 22 25 92 77
 CHU TOKOIN; Tél: 22 21 25 01
 CHU CAMPUS; Tél: 22 25 47 39 / 22 25 77 68
 HORLOGE PARLANTE; Tél: 116

CLINIQUE UNIDIAL
 Siège social : Tokoin habitat
 Rue Akeita, Villa Jehovah-Rapha en face de la Direction Régionale des Affaires Sociales.
 08 BP: 81476 / Tél: (00228) 93 97 20 20 / 22 20 88 05
 E-mail: cliniqueunidial2015@gmail.com /
 Ste web: www.unidialtg.org

OU MANGER ET DORMIR A LOME?

HOTEL RESIDENCE « LES ANGES » : Foréver ; Tél : 90 17 03 30
 HÔTEL BALKAN (Qtier Hédranawé) ; Tél : 22 61 30 63
 LE MERLOT (Qtier Kassablanca) Tél : 93 05 11 11

MUSCULATION ET MASSAGE

Le NAUTILUS-FITNESS: HOTEL RESIDENCE « LES ANGES» Tél : 22 26 34 71 / 90 17 03 30
 AFT (Africa Fitness Time)Qt: Décon. Tél: 97 99 7919

BODYBUILDING-CLUB (Rue des hydro-);Tél: 90 24 10 72
 GYM FIL«O»PARC (Agoé Nyivé); Tél : 22 35 18 28
 GYM GHIS PALACE (Qtier Baguida); Tél : 22 71 49 70

AGENCE DE COMMUNICATION

AG Partners: Sise à Cassablanca
 www.couleurafrique.com

Larry Event Day (LED)
 Une agence événementielle, Organisation d'évènement privé et professionnel
 Communication, Location d'espaces
 Conseils, Wedding Planner et Décoration
 Tél/ 22 21 87 80 / Cel: 98 77 40 54
 Avenue François Mitterrand rue des Cocotiers

SUPERS MARCHES A LOME

CONCORDE (Atikoumé; juste à côté de l'UTB
 RAMCO (Qtier Assivito, Av de la Nouvelle Marche)
 LE CHAMPION SUPER MARCHÉ (Boulevard du 13 Janvier); Tél: 22 22 74 43

FRUITS ET LEGUMES

MARCHE ABATTOIR (Juste en face du Super Marche Le Champion)
 MARCHE DE GOYI SCORE (Juste en face du Super Marche RAMCO)
 PANIER BIO CENTRE MYTRO NUGNA (Qtier Adidogomé, carrefour des Franciscains), Tél: 91 81 25 38

DANSE ET COURS DE ZUMBA

AFT : Quartier: Décon. Tél: 97 99 7919
 COURS DE CAPOEIRA ; Salle GYM TONIC. Tél : 90 79 79 90
 COURS DE ZUMBA : HOTEL RESIDENCE «LES ANGES»; Qtier : Foréver ; Tél : 90 17 03 30
 COURS DE ZUMBA (VITAL CLUB, Nana BLAKIME) ; Tél 90 30 38 75
 CIE CADAM (Danse traditionnelle africaine) ; Tél : 90 15 39 87
 SALSA (Club Salsa 7- Henry Motra) ; Tél : 91 70 61 86

AVIATION

AERO-CLUB DU GOLFE (Route de l'aéroport)
 Tél : 22 40 04 99

Institut français / La Nuit des idées

Rester « proche » à l'heure de la distanciation sociale

L'Institut français a rendu exceptionnel le dernier jeudi du mois de janvier. Chaque année, l'Institut français invite tous les lieux de culture et de savoir, en France et sur les cinq continents, à célébrer ensemble la libre circulation des idées et des savoirs. Il s'agit de la « Nuit des idées », qui tient sa promesse depuis six années déjà. Cette année encore, le dernier jeudi du mois de janvier sera dédié au voyage de la « Pensée ».

La 6ème édition de la « Nuit des idées » aura lieu le 28 janvier 2021, dernier jeudi du mois de janvier, simultanément en France et dans le monde, autour du thème « Proches ». Cette manifestation internationale rassemble des philosophes, auteurs et intellectuels de diverses disciplines. Le thème retenu cette année : « proches », une notion plus que jamais indispensable à l'heure des distanciations sociales. Si la circulation des biens et des personnes n'est toujours pas une évidence, celle des savoirs et des idées est plus qu'une

réalité. Les connaissances livresques n'ont aucune limite. A l'ère du numérique, chacun expose sur les réseaux sociaux sa vision des choses. L'Institut français l'aurait compris, rien ne peut s'opposer au voyage des pensées.

La première édition de la « Nuit des idées », en 2016, avait attiré cinq mille (5000) personnes dans les salons du Quai d'Orsay. Toute la nuit, des philosophes, des écrivains ou des penseurs avait ferrailé devant un public conquis. « Ce que nous voulons, c'est promouvoir les idées et leur libre circulation », avait

expliqué Anne Tallineau, directrice générale déléguée de l'Institut français.

Suite au succès de la première édition de la « Nuit des idées » en France, chaque Institut français sur les cinq continents célèbre le voyage des pensées. C'est le cas pour l'Institut français du Togo.

Après « Un monde commun » en 2017, « L'imagination au pouvoir ? » en 2018, « Face au présent : aux impossibles imminents » en 2019 et « Être vivant(e) » en 2020, l'Institut français du Togo donne cette année la



parole aux oubliés, ceux qui vivent en marge pour cette sixième édition avec pour thématique « Proches? ».

Une nuit pour interroger les rapports humains, la proximité entre les hommes dans une ville comme Lomé mais également les formes de solidarité actuelles, nos engagements, notre

vie sociale et nos relations avec ce « voisin », proche et pourtant éloigné / différent. Sur la scène « Jimi Hope », dans les locaux de l'Institut français du Togo, ce 28 janvier 2021, le mot « proche » sera en débat d'idées sous tous les angles possibles.

Nadia Edodji

Musique / Sitara Klody

La chanteuse donne rendez-vous au « Succès »

Artiste de la chanson originaire du Togo, Sitara Klody évolue au sein du label « Poq industrie ». A travers son freestyle « Succès », Sitara Klody renforce sa confiance en soi tout en souhaitant le succès à tous en cette nouvelle année.

Sitara Klody, une artiste unique dans son genre, c'est l'une des plus belles voix de la musique togolaise. Auteur des titres tels que « Le combat », « Agolo », « Tchalé » ou encore « Ega », Sitara est l'une des protégées du producteur et réalisateur béninois Kareem Malaika.

Le freestyle « Succès » de Sitara Klody ne véhicule qu'un seul message : « atteindre le sommet ». En outre, à

travers ce freestyle de deux (2) minutes, Klody souhaite ses meilleurs vœux à ses fans pour l'année 2021. « Un freestyle pour vous souhaiter le succès en cette nouvelle année. Meilleurs vœux de santé et SUCCÈS à tous », a-t-elle posté sur son compte YouTube.

Le dernier single en date de Sitara Klody est le morceau « Chocolat », plus qu'une déclaration d'amour.

Nadia E. Sitara-Klody



LIRE

«Le dernier jour d'un condamné» de Victor Hugo. Ed Beq, Pp 32-34

« ...Voyons, qu'ils donnent leurs raisons. Ceux qui jugent et qui condamnent disent la peine de mort nécessaire. D'abord, - parce qu'il importe de retrancher de la communauté sociale un membre qui lui a déjà nui et qui pourrait lui nuire encore. - S'il ne s'agissait que de cela, la prison perpétuelle suffirait. A quoi bon la mort ? Vous objectez qu'on peut s'échapper d'une prison ? Faites mieux votre ronde. Si vous ne croyez pas à la solidité des barreaux de fer, comment osez-vous

avoir des ménageries ? Pas de bourreau où le geôlier suffit. Mais, reprend-on, - il faut que la société se venge, que la société punisse. Ni l'un, ni l'autre. Se venger est de l'individu, punir est de Dieu. La société est entre deux. Le châtement est au-dessus d'elle, la vengeance au-dessous. Rien de si grand et de si petit ne lui sied. Elle ne doit pas punir pour se venger ; elle doit corriger pour améliorer. Transformez de cette façon la formule des criminalistes, nous la comprenons et nous adhérons. Reste la troisième et dernière raison, la théorie de l'exemple. Il faut faire des exemples ! il faut épouvanter

par le spectacle du sort réservé aux criminels ceux qui seraient tentés de les imiter ! Voilà bien à peu près textuellement la phrase éternelle dont tous les réquisitoires des cinq cents parquets de France ne sont que des variations plus ou moins sonores. Eh bien ! Nous nions d'abord qu'il y ait exemple. Nous nions que le spectacle des supplices produise l'effet qu'on en attend. Loin d'édifier le peuple, il le démoralise, et ruine en lui toute sensibilité, partant toute vertu. Les preuves abondent, et encombreraient notre raisonnement si nous voulions en citer. Nous

signalerons pourtant un fait entre mille, parce qu'il est le plus récent. Au moment où nous écrivons, il n'a que dix jours de date. Il est du 5 mars, dernier jour du carnaval. À Saint-Pol, immédiatement après l'exécution d'un incendiaire nommé Louis Camus, une troupe de masques est venue danser autour de l'échafaud encore fumant. Faites donc des exemples ! le mardi gras vous rit au nez. Que si, malgré l'expérience, vous tenez à votre théorie routinière de l'exemple, alors rendez-nous le seizième siècle, soyez vraiment formidables, rendez-nous la variété des supplices, rendez-

nous Farinacci, rendez-nous les tourmenteurs-jurés, rendez-nous le gibet, la roue, le bûcher, l'estrapade, l'essorillement, l'écartèlement, la fosse à enfouir vif ; rendez-nous, dans tous les carrefours de Paris, comme une boutique de plus ouverte parmi les autres, le hideux étal du bourreau, sans cesse garni de chair fraîche. Rendez-nous Montfaucon, ses seize piliers de pierre, ses brutes assises, ses caves à ossements, ses poutres, ses crocs, ses chaînes, ses brochettes de squelettes, son éminence de plâtre tachetée de corbeaux... »

Accord de Paris sur le climat Un simple retour des Etats-Unis de Joe Biden ne suffira pas

Parmi les premiers actes posés par le nouveau président des Etats-Unis, Joe Biden dès son arrivée à la Maison Blanche le 20 janvier dernier, il y a le retour dans l'Accord de Paris de 2015 sur le climat. Un acte salvateur. Mais cela suffira-t-il pour la réussite de la lutte contre les changements climatiques ?



Joe Biden signant le retour de son pays dans l'Accord de Paris

L'acte posé par le nouveau dirigeant américain conformément à une promesse de campagne, est salué au sein du Système des Nations unies (SNU) et par les autres gouvernants partout dans le monde. Toutefois, il ne faudrait pas s'arrêter en si bon chemin. Il est intéressant de noter que le président des Etats-Unis a nommé comme représentant spécial chargé du climat, un homme qui a œuvré sous la présidence de Barack Obama, pour l'adoption de l'Accord de Paris. Il s'agit de l'ancien secrétaire d'Etat John Kerry. Maintenant, comme l'ont relevé le secrétaire général des Nations unies, Antonio Guterres, et la secrétaire exécutive de l'ONU-climat, Patricia Espinosa, le pays de l'oncle Sam devrait sans tarder fournir un plan ambitieux de réduction des émissions de gaz à effet de

serre, avec des objectifs à atteindre d'ici 2030, en vue de la neutralité climatique à l'horizon 2050. Les Etats-Unis d'Amérique sont le deuxième plus gros pollueur au monde derrière la Chine. Leur contribution à l'effort de guerre est incontournable. Et ils doivent être en tête de peloton. « Nous allons lutter contre le changement climatique comme nous ne l'avons jamais fait », promet Joe Biden. Mais encore une fois, il faudrait aller au-delà de simples déclarations.

Les Nations unies devraient aussi prendre des dispositions pour que désormais, aucun dirigeant ne puisse se donner des libertés de retirer son pays de cet accord. Nous sommes tous dans un même bateau, et personne ne doit jouer au passager clandestin, parce que s'il y a naufrage, il sera collectif.

Edem Dadzie

Catastrophes climatiques

Le rapport de l'ONG German Watch qui fait froid dans le dos

Près d'un demi-million de personnes ont été tuées dans des catastrophes liées à des événements météorologiques extrêmes ces 20 dernières années, selon un rapport publié lundi 25 janvier par l'ONG German Watch. Le document souligne la menace du dérèglement climatique pour l'humanité.

Ces dernières années, partout au monde, l'on enregistre des catastrophes climatiques qui font beaucoup de dégâts. L'on n'arrive même plus à vraiment faire la différence entre les catastrophes naturelles et celles qui sont liées au dérèglement climatique. Il faut dire que de plus en plus de catastrophes sont provoquées par l'action humaine.

Et ce sont les pays les plus pauvres qui paient le prix humain le plus lourd de ces tempêtes, inondations ou canicules répertoriées entre 2000 et 2019 par l'ONG German Watch. Dans ce bilan de près de 480.000 morts provoquées par plus de 11.000 événements météorologiques extrêmes, Puerto Rico, la Birmanie et Haïti ont ainsi été les pays les plus touchés.

Alors que vient de s'achever le sommet pour l'adaptation climatique organisé par les Pays-Bas du lundi 25 au mardi 26 janvier 2021, cet indice mondial des risques climatiques, publié chaque année, estime également que ces catastrophes ont coûté 2560 milliards de dollars depuis le début du siècle. L'adaptation aux impacts du dérèglement



Vue partielle des dégâts causés par le Cyclone Idai en 2019 en Afrique

climatique est un des piliers de l'Accord de Paris qui vise à limiter le réchauffement nettement en dessous de 2°C par rapport à l'ère préindustrielle, voire 1,5°C. Les pays riches avaient promis de porter à 100 milliards de dollars par an leur assistance climat aux pays en développement à partir de 2020, mais le compte n'y est toujours pas. Pendant ce temps, les effets du réchauffement de la planète se font de plus en plus sentir. Le rapport de German Watch a particulièrement étudié les impacts de la saison des tempêtes de 2019, avec des ouragans et cyclones

qui ont ravagé en partie les Caraïbes, l'Afrique de l'Est et l'Asie du sud.

« Les pays pauvres sont plus touchés parce qu'ils sont plus vulnérables aux effets dévastateurs des aléas et ont des capacités plus faibles pour les surmonter », a commenté Vera Keunzel, une des auteurs du rapport. Par exemple, des pays comme Haïti, les Philippines ou le Pakistan sont frappés si souvent par des catastrophes climatiques qu'ils n'ont pas le temps de s'en remettre totalement avant la suivante.

TM avec AFP

Sommet sur l'adaptation climatique

« Les promesses doivent devenir des financements », selon Akinwumi Adesina

Plusieurs promesses sont faites en matière de financements de l'adaptation des pays en développement qui sont les plus vulnérables aux changements climatiques. Dans le cadre de l'Accord de Paris sur le climat, il est question de 100 milliards de dollars par an à partir de 2020. Le sommet sur l'adaptation climatique organisé par les Pays-Bas du 25 au 26 janvier dernier, fut une nouvelle occasion pour rappeler ces promesses. Le président de la Banque africaine de développement (BAD), Akinwumi Adesina est l'une des personnalités à intervenir dans ce registre.

Pour le président nigérian de la BAD, « nous devons agir ». Et pour le faire, « les promesses doivent devenir des financements ». Il est en effet temps que l'on quitte l'étape des bonnes paroles, des discours, parce que pendant que l'on consacre assez de place aux grandes déclarations, la situation continue de se dégrader sur le terrain. Étant à la tête d'une institution qui

est au service du continent africain, l'une des zones les plus touchées par le changement climatique, Akinwumi Adesina ne peut qu'appeler la communauté internationale à renflouer les caisses.

Sa collègue, directrice générale du Fonds monétaire international (FMI), Kristina Georgieva, sonne la mobilisation générale. « On a besoin

de tout le monde », a-t-elle affirmé. Le FMI prend très au sérieux la menace climatique, notamment sur la stabilité de l'économie mondiale. « Au FMI, nous voyons le changement climatique comme un risque fondamental pour l'économie », a déclaré madame Georgieva.

Et pour le démontrer, la directrice générale du FMI annonce que son



Akinwumi Adesina

institution veut désormais tenir compte des changements climatiques dans l'évaluation annuelle des Etats. Au sommet sur l'ambition climatique, les participants ont été heureux d'enregistrer le retour des Etats-Unis.

John Kerry, le représentant spécial du président Joe Biden sur le climat, y a pris une part active.

« Nous sommes de retour et nous sommes désolés pour notre absence », a-t-il déclaré.

E. Dadzie

Proche de l'ex-président Jerry John Rawlings

Jeanne Andjaou, le leadership féminin togolais dans la diplomatie ghanéenne

Une ambiance de recueillement prévaut actuellement au Ghana et ce depuis le 12 novembre 2020, date du décès de Jerry John Rawlings, l'emblématique ex-président ghanéen. Le dimanche 24 janvier 2021 à Accra, le pays a débuté des hommages nationaux à l'ancien président disparu. Si l'actuel président du Ghana, Nana Akufo-Addo et John Dramani Mahama, ancien président ont participé à ces hommages, ils n'ont pas autant attiré l'attention que cette "mystérieuse" femme venue s'incliner devant la mémoire de Jerry John Rawlings : il s'agit de Jeanne Andjaou, une Togolaise.

Beaucoup de personnalités ont pris part à la journée inaugurale des obsèques nationales. Débutés dimanche dernier à Accra, soit trois mois après son décès, des hommages nationaux sont rendus à l'ancien chef de l'Etat ghanéen décédé en novembre 2020. Dans cette atmosphère de recueillement, une femme retient l'attention. Proche du défunt Rawlings, la

Togolaise Jeanne Andjaou fait partie du cercle des proches de l'ancien président du Ghana.

D'après une source proche de la dame, Jeanne Taninawe Andjaou est promotrice de Future Soft, une entreprise qui fait de la représentation commerciale. Elle est décrite comme une influente conseillère de Jerry John Rawlings,

avec qui elle échangeait régulièrement sur la géopolitique ouest-africaine, notamment francophone, avant que celui-ci ne décède. « Elle était de tous les voyages de l'ancien président Rawlings entre 2013 et 2020 », précise la source. C'était le cas lors d'une visite de l'ex-chef d'Etat ghanéen au Togo, en août 2020, où le président du Togo, Faure Gnassingbé le recevait au



Jeanne Andjaou, s'inclinant devant la mémoire de J. J. Rawlings

palais de la présidence. Sur la photo de famille, on peut apercevoir Mme Andjaou, aux côtés de Rawlings et Faure Gnassingbé.

« Rawlings lui accordait beaucoup d'importance. Elle l'appelle "papa". C'était sa conseillère de l'ombre et elle entretenait une véritable relation de

proximité avec l'ancien chef de l'Etat. Elle faisait partie de la jeunesse africaine visionnaire que Jerry appréciait », indique la source. Son ONG, No Limit For The best, à Lomé au Togo, contribue également à son rayonnement au-delà des frontières togolaises.

Attipoe Edem Kodjo

QF & ARF

QUITUS FISCAL & ATTESTATION DE REGULARITE FISCALE

#CQFS

A partir du 1^{er} janvier 2021, il est institué en plus du **quitus fiscal**, l'«**attestation de régularité fiscale**».

Office Togolais des Recettes - OTR

8201

+228 90 99 41 01

FÉDÉRER POUR BÂTIR
www.otr.tg



**Prêts pour vous offrir le meilleur
de la Banque en 2021**

BONNE ET HEUREUSE ANNÉE



La Banque Autrement
<http://www.corisbank.com>

